

# Retour de Pékin : Malgré l'indignation, Emmanuel Macron à pieds joints dans le piège chinois

dimanche 16 avril 2023, par [DONNET Pierre-Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 12 avril 2023).

**Le président français s'est jeté à pieds joints dans le piège chinois pendant sa visite à Pékin, souligne Pierre-Antoine Donnet dans cette tribune. Pour le plus grand plaisir de son homologue Xi Jinping. L'Union européenne, a déclaré Emmanuel Macron, doit se garder de devenir un « vassal » des États-Unis et rester à l'écart de la question de Taïwan. Résultat : incompréhension, désarroi, indignation et colère, en France et à l'étranger.**

## Sommaire

- [« NOUS DEVONS NOUS POSER \(...\) »](#)
- [N'EST PAS DE GAULLE QUI VEUT](#)
- [« CHEMIN DE LA PAIX »](#)
- [« DÉSASTRE DE POLITIQUE \(...\) »](#)
- [« POSITION DE FAIBLESSE »](#)
- [RAFFARIN, LE GUEN ET XI \(...\)](#)

Pendant cette visite d'État, pas une seule fois le président français n'a émis en public la moindre critique de la Chine, un univers pourtant dictatorial sinon même engagé sur une pente glissante vers le fascisme depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012. Tout le contraire même puisqu'Emmanuel Macron a multiplié les sourires et les déclarations doucereuses à l'égard de son hôte chinois. Au deuxième jour de sa visite, dont l'objectif prioritaire était d'obtenir du maître de la Chine un engagement pour convaincre Vladimir Poutine de mettre fin à la guerre en Ukraine, il s'est permis de dire devant la presse : « *Je sais que je peux compter sur vous.* » Déclaration pour le moins péremptoire puisqu'à l'évidence l'agenda de Xi Jinping n'avait et n'a toujours rien de commun avec celui d'Emmanuel Macron. Ce dernier, d'ailleurs, n'a strictement rien obtenu sur ce chapitre, sinon des promesses vagues qui n'engagent à rien de concret.

Tout juste Xi Jinping a-t-il dit qu'il téléphonerait au président ukrainien Volodymyr Zelensky, « *le moment venu* ». La gestuelle a, elle aussi, été éloquente : un chef de l'État français tout sourire, accommodant, se tournant régulièrement vers Xi Jinping, à l'occasion d'une rencontre avec la presse au terme de leur premier entretien. Ce dernier, quant le moment est venu de prendre la parole, s'est contenté d'énoncer sur un ton monocorde les litanies déjà maintes fois répétées à Pékin sur le désir le Chine d'œuvrer pour la paix, sans jamais un regard pour Emmanuel Macron.

## « NOUS DEVONS NOUS POSER LA QUESTION DE NOTRE INTÉRÊT »

Voici donc d'un côté un président français sûr de lui, comme à l'accoutumée, et de l'autre un président chinois dans une posture impériale, là aussi comme c'est son habitude. Avec pour résultat un dialogue de sourds sans aucune avancée significative sur l'Ukraine où le président français donne l'image d'un dirigeant clairement en situation d'infériorité face à un fin manœuvrier rompu à donner l'image de la puissance de son pays. Une image d'ailleurs trompeuse, tant sont graves les défis de la Chine d'aujourd'hui.

Mais c'est au terme de sa visite, à la suite de son étape à Canton, où il a pris le thé avec Xi Jinping dans un environnement idyllique devant des caméras complaisantes, qu'Emmanuel Macron s'est risqué à des commentaires fracassants qui vont laisser des traces aussi bien au sein de l'Union européenne que chez un certain nombre de pays occidentaux, à commencer par les États-Unis.

Il serait erroné « *de penser que nous, Européens, devrions être suivistes* » derrière les États-Unis, a-t-il déclaré dans un entretien aux *Échos* et à *Politico* à propos de la question de Taïwan. « *La pire des choses serait d'entrer dans une logique de bloc à bloc* » qui reviendrait, pour l'Union européenne, à « *s'adapter au rythme américain et à une surréaction chinoise* ». « *Notre priorité n'est pas de nous adapter à l'agenda des autres dans toutes les régions du monde. Pourquoi devrions-nous aller au rythme choisi par les autres ? À un moment donné, nous devons nous poser la question de notre intérêt* », sachant que « *nous ne voulons pas entrer dans une logique de bloc à bloc.* » Plaidant pour que « *l'autonomie stratégique* » soit « *le combat de l'Europe* », Emmanuel Macron a mis en garde contre « *une accélération de l'embrasement du duopole* » Chine-États-Unis, au risque de ne plus avoir « *le temps ni les moyens de financer* » cette « *autonomie stratégique* ». « *Nous deviendrons des vassaux alors que nous pouvons être le troisième pôle si nous avons quelques années pour le bâtir.* »

Le chef de l'État avait certes abordé vendredi 7 avril avec Xi Jinping la question épineuse de Taïwan. Pékin, qui considère l'île comme une simple province, s'oppose à tout contact officiel entre Taipei et les gouvernements étrangers. Rien n'a filtré sur la teneur exacte de cet entretien. Le contexte était explosif : à l'issue de la rencontre mercredi 5 avril en Californie entre la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen et le président de la Chambre des représentants américaine, Kevin McCarthy, l'armée chinoise avait déclenché, à l'instant même du décollage de l'avion présidentiel français de vastes exercices militaires qui se sont traduits par la simulation d'un encerclement complet de Taïwan. Vendredi, « *la conversation a été dense et franche* » entre Emmanuel Macron et Xi Jinping, a fait savoir l'Élysée, rapportant la vigilance du chef de l'État français autour de « *l'accumulation des tensions dans la région* » qui pourrait conduire au « *suraccident* ».

Ces déclarations d'Emmanuel Macron, citées par *Politico*, ont été édulcorées. L'Élysée, selon le site d'information politique, a insisté pour vérifier et « *relire* » toutes les citations du président comme condition de l'entretien. « *Cela va à l'encontre des normes et de la politique éditoriale de Politico, mais nous avons accepté ces conditions afin de pouvoir parler directement avec le président français*, a souligné la revue. *Les phrases citées dans cet article ont tous été prononcées, mais certaines parties de l'entretien, au cours desquelles le président a parlé de manière encore plus directe de Taïwan et de l'autonomie stratégique de l'Europe, ont été coupées par l'Élysée.* »

## N'EST PAS DE GAULLE QUI VEUT

Que retirer de ces propos ? Le fait que pour Emmanuel Macron, la France ne souhaite pas prendre en compte Taïwan, un espace de démocratie aboutie exemplaire en Asie, le seul dans le monde

chinois, dans ses discussions avec ses partenaires, quels qu'ils soient.

Le fait aussi que s'il n'a émis aucune critique de la Chine pendant son séjour, il ne s'est pas privé de décocher des flèches acérées contre les États-Unis. Washington est pourtant et de loin le principal pays fournissant une aide militaire à l'Ukraine colossale sans laquelle il est clair qu'à l'heure actuelle ce pays serait passé sous contrôle de la Russie. Curieux procédé donc que d'ignorer l'aide américaine à l'Ukraine et de parler au nom de l'Union européenne. D'autant que certains pays membres ne manqueront pas d'être considérablement irrités par ces prises positions françaises qui, pour certains d'entre eux comme les pays baltes et la Pologne, pourraient être interprétés comme une forme de trahison.

Les déclarations du président français font penser à celles du général de Gaulle qui, dans les années 1950, avait plaidé pour une France indépendante et non assujettie aux États-Unis. Mais n'est pas de Gaulle qui veut et depuis cette époque, le monde a profondément changé. Les enjeux géopolitiques d'aujourd'hui n'ont rien à voir avec la période de la guerre froide entre Américains et Soviétiques.

Il ne fait guère de doute que ces déclarations intempestives d'Emmanuel Macron vont conforter ceux qui dans des pays comme les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud ou l'Australie, estiment depuis belle lurette que la France n'est pas un partenaire crédible et encore moins digne de confiance. Dans une tentative de désamorcer les critiques, l'Élysée a fait valoir ce mardi 11 avril que la France défend avant tout l'autonomie stratégique européenne et l'indépendance du Vieux Continent : « *Sur Taïwan, personne ne peut nous reprocher l'ambiguïté. Des relations de défense à la stratégie Indo-Pacifique, nous sommes clairs sur nos principes vis-à-vis de la Chine comme des droits de l'homme.* »

## **« CHEMIN DE LA PAIX »**

Déjà de multiples réactions indignées illustrent les dégâts que suscitent les propos du président français. Colère sombre d'un éditorialiste du *Wall Street Journal* contre la gaffe du président français, qui fait selon lui le jeu de Donald Trump et dessert les intérêts de l'Ukraine. Même rancœur à l'est de l'Europe, où la position d'équidistance entre la Chine et les États-Unis et « *d'équilibres* » entre les pôles n'est pas comprise. Pour le député estonien Marko Mihkelson, l'Europe devrait au contraire « *se tenir aux côtés des États-Unis pour équilibrer le pouvoir de la Chine* ». Quant à l'opposant russe Garry Kasparov, il rappelle que l'Europe « *est en guerre aujourd'hui précisément parce qu'elle a essayé d'éviter de s'impliquer dans une crise, lorsque Vladimir Poutine a envahi l'Ukraine en 2014 [en Crimée]* ».

Dans une certaine mesure, l'Ukraine et Taïwan se reflètent dans le même miroir. La Chine comme la Russie veulent déconstruire l'ordre international, diviser l'Europe et les États-Unis, envahir leurs voisins, consolider l'alliance des régimes dictatoriaux contre les régimes démocratiques. Les deux pays sont unis par leur détestation des États-Unis et ne comprennent que les rapports de force. Souvenons-nous : vis-à-vis de Moscou, Emmanuel Macron avait pendant des mois tenté en vain d'amadouer Vladimir Poutine. À Pékin, il a cru pouvoir éloigner la Chine de la Russie. Échec retentissant mais pourtant, le voilà qui voudrait aujourd'hui emmener Xi Jinping vers un « *chemin de la paix* » en Ukraine, alors que Pékin instrumentalise ce dossier pour tenter d'affaiblir les États-Unis et de diviser les partenaires transatlantiques.

## **« DÉSASTRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE POUR L'EUROPE »**

*« Les conséquences sont graves, estime Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), dans un entretien accordé à Asialyst. Premièrement, ces déclarations montrent une méconnaissance et une erreur d'analyse sur la situation dans le détroit. Présenter les tensions comme le résultat du rythme américain et d'une surréaction chinoise, c'est occulter le problème structurel qui est que, in fine, la Chine veut changer le statu quo parce qu'elle veut prendre le contrôle de Taïwan. C'est là le fondement de la crise actuelle. En outre, choisir ce moment pour essayer de convaincre les partenaires européens de la France qu'il faut observer une équidistance entre la Chine et les États-Unis est contre-productif. Troisièmement, c'est d'autant plus grave qu'il est difficile de se raccrocher aux branches car jusqu'à présent le président ne s'était jamais prononcé sur Taïwan, ce que je considère d'ailleurs comme là aussi une erreur. C'est bien là l'un des problèmes car ses propos sont en plus en contradiction avec les déclarations que la France signe au G7, signe au niveau européen, signe avec ses partenaires américain, britannique, japonais et australien. Donc oui, c'est grave. »*

Un porte-parole de la Commission européenne a d'ailleurs réagi en rappelant la position de l'UE dans une déclaration mardi. L'Élysée a fait pareil. *« La France n'a évidemment pas les mêmes intérêts que les États-Unis, [mais] pourquoi ne pas rappeler simplement que nous avons un intérêt au maintien de la stabilité dans le détroit [de Taïwan] ? »* s'interroge le chercheur de la FRS. *« C'est une déclaration qui n'était pas utile et très dommageable à la politique française, estime pour sa part le sinologue Stéphane Corcuff, enseignant à Sciences Po Lyon. Ces déclarations sont catastrophiques car la seule chose qui peut dissuader la Chine d'attaquer Taïwan est qu'elle sache que nous serons là pour y répondre. »*

Pour le sénateur André Gattolin, pourtant membre de la majorité présidentielle, cette visite est *« un échec »* de par ses objectifs qui n'ont pas abouti et même peut-être aussi *« un échec stratégique »*. *« Le grand bénéficiaire de cette visite est Xi Jinping, confie-t-il à Asialyst. Pour moi, c'est en outre un échec personnel car cela fait plus de deux ans que je tire la sonnette d'alarme en haut lieu sur ce qu'est la Chine. Tout cela pour en arriver là. »*

Si les dirigeants européens se sont jusqu'ici bien gardés de commenter publiquement les sorties d'Emmanuel Macron, l'Alliance interparlementaire sur la Chine (IPAC) a fustigé ses propos, par le biais d'un communiqué, affirmant que le président français *« ne parle pas pour l'Europe »*. *« C'est le pire moment possible pour envoyer un signal d'indifférence au sujet de Taïwan »,* a cinglé cette coalition d'élus européens et internationaux, *« consternés »* que l'Europe souhaite éviter, comme le préconise le président français, d'être *« prise dans des conflits qui ne sont pas les nôtres »*.

En Europe, les réactions indignées se sont multipliées. *« Macron croit-il vraiment que ce n'est pas l'affaire de l'Europe quand la Chine tente de changer l'ordre mondial uniquement sur la base des intérêts et de sa puissance ?,* a ainsi déclaré Norbert Roettgen, un élu allemand ancien président de la Commission des affaires étrangères du Bundestag, le parlement à Berlin, cité mardi par le *Washington Post*. *Macron a réussi à faire de son déplacement en Chine un bon coup de relations publiques pour Xi et un désastre de politique étrangère pour l'Europe. »*

Marcin Pezydacz, conseiller pour les affaires étrangères du président polonais Andrzej Duda, a lui aussi dénoncé l'attitude *« défaitiste »* du chef de l'État français. *« Nous pensons que nous avons plus besoin de l'Amérique en Europe, a-t-il déclaré sur la radio polonaise Radio ZET. Aujourd'hui, les États-Unis sont davantage une garantie pour la sécurité en Europe que la France. »*

Pour l'eurodéputé socialiste français Raphaël Glucksmann, les propos tenus par le président français *« vont avoir un impact durable sur la crédibilité de la France en Europe. Une fois de plus, on gâche*

*une vision stratégique juste - l'Europe doit construire sa propre défense et devenir adulte - par narcissisme et absence de colonne vertébrale. » »Il y a une spirale dangereuse de coups inutiles entre la Chine et les États-Unis, et les Européens ne devraient pas y contribuer, estime Jean-Marie Guéhenno, ancien diplomate, et professeur à l'université Columbia, à New York. Mais suggérer, comme l'a fait Macron, qu'une crise à Taïwan ne serait pas la nôtre est faux. Cela affaiblit la dissuasion à l'égard de la Chine. »*

## **« POSITION DE FAIBLESSE »**

De l'autre côté de l'Atlantique aussi les critiques fusent, en particulier au sein du camp conservateur. « *Macron est-il devenu le chef de l'Europe ? Est-il maintenant le dirigeant le plus puissant ? Car si c'est le cas il y a des choses que nous allons devoir changer* », a ironisé, menaçant, le sénateur républicain Marco Rubio dans une vidéo publiée sur ses réseaux sociaux. « *En réalité, a-t-il cinglé, quand Macron a joué à la superpuissance et a envoyé des troupes en Afrique, pour combattre les terroristes, il n'a même pas pu les faire parvenir là-bas, on a dû les transporter par avion à l'aller et au retour.* » Lindsey Graham, sénateur républicain de Caroline du Sud, a publié une série de tweets pour commenter les citations du dirigeant français. « *Le président Macron a démontré un fort leadership, particulièrement en Afrique. Cependant lorsqu'il s'agit de la Chine et de la Russie, il s'engage à partir d'une position de faiblesse, et il ne comprend vraiment pas ce que la Russie et la Chine ont en magasin pour la planète.* »

Donald Trump, comme à son habitude, a préféré le ton polémique et déclarant que le président qu'il considère pourtant comme son ami a « *léché le postérieur de Xi Jinping* ». Plusieurs élus du Congrès américain ont fustigé ces déclarations. Le sénateur républicain John Cornyn a évoqué une « *trahison de Taïwan* » et ajouté dans un tweet posté ce lundi 11 avril : « *Macron veut que les États-Unis viennent au secours de l'Europe confrontée à l'agression russe. Mais apparemment, il promet la neutralité contre l'agression chinoise dans le Pacifique.* »

« *La frustration avec la France n'a cessé de croître dans les capitales européennes, en particulier en Europe orientale où les ouvertures [de Macron] à Poutine au moment où la guerre menaçait ont été très mal reçues, a, de son côté, estimé Noah Barkin, un conseiller très écouté du think tank américain Rhodium. Il semble maintenant répéter la même erreur avec Xi Jinping en disant que l'Europe doit prendre ses distances avec les États-Unis* »

John Kirby, porte-parole du Conseil de sécurité nationale des États-Unis, n'a pas voulu amplifier l'indignation face aux propos d'Emmanuel Macron, se contentant de vanter une « *excellente relation bilatérale* » avec la France. Mais malgré les échanges téléphoniques entre Washington et Paris qui ont précédé le déplacement du dirigeant français à Pékin, la tonalité de ses propos a choqué les experts et de nombreux responsables politiques. D'abord parce qu'ils y ont perçu une forme d'ingratitude à l'égard des États-Unis, qui ont fourni 35 milliards de dollars (32,2 milliards d'euros) d'assistance militaire à l'Ukraine, alors que ce pays ne relève pas de ses intérêts vitaux. Ensuite, parce qu'Emmanuel Macron semble opérer un renversement de responsabilité en incriminant l'administration Biden pour la montée des tensions avec la Chine.

L'inquiétude est aussi perceptible à Taïwan. « *La position de l'Élysée signifie que la France et l'Europe risquent d'abandonner à terme des valeurs fondamentales au profit de leurs relations avec la Chine* », redoute un analyste taïwanais. Le président du parlement taïwanais You Si-kun a, lui, été d'une grande franchise en affirmant sur son compte Facebook que les déclarations du président français revenaient de sa part à renier les valeurs fondamentales de la France de liberté et de démocratie. « *Liberté, égalité, fraternité seraient-elles passées de mode ? Est-il maintenant*

*acceptable d'ignorer que ces mots font partie de la Constitution ? Ou bien les pays avancés sur le plan de la démocratie devraient-ils maintenant ignorer les vies et les morts dans d'autres pays ?* », a ajouté ce responsable taïwanais, l'un des fondateurs du Parti Démocratique Progressiste, le DPP de la présidente de Taïwan.

## **RAFFARIN, LE GUEN ET XI JINPING GAGNANT**

Que dire enfin de la présence dans la délégation officielle de l'ancien Premier ministre français Jean-Pierre Raffarin, récemment élevé à la dignité de Grand-Croix de la Légion d'honneur, dont les penchants prochinois sont bien connus et que certains désignent comme étant un grand commis de l'État, non pas français mais chinois. Selon une source bien placée, Jean-Pierre Raffarin ne s'est pas privé de multiplier ses commentaires pendant la visite, lui qui bien que ne parlant pas un traître mot de chinois était allé jusqu'à vanter les mérites du système communiste chinois devant les caméras de la chaîne officielle chinoise CCTV.

Que dire aussi de la présence dans cette même délégation officielle de Jean-Marie Le Guen, un ancien ministre socialiste aujourd'hui membre du Conseil d'administration du géant chinois Huawei spécialisé dans les réseaux 5G ? Ces systèmes, faisant l'objet de sérieux doutes sur ses capacités d'espionnage, ont été interdits par nombre de pays occidentaux, y compris la France. N'y a-t-il pas un mélange des genres qui serait inconcevable aux États-Unis ?

Avant son départ pour Pékin, Emmanuel Macron avait reçu à l'Élysée plusieurs sinologues très au fait de la situation en Chine et à Taïwan. Ces derniers l'avaient tous mis en garde contre le risque d'être instrumentalisé par Xi Jinping à des fins politiques, dont celles d'accentuer les divisions au sein de l'Union européenne sur la politique face à la Chine et de semer la discorde entre l'UE et les États-Unis. Il apparaît que ce dessin est largement couronné de succès avec les déclarations du président français dont certains critiques disent désormais haut et fort que, de toute façon, il n'écoute personne et décide de tout seul.

Ce mercredi 12 avril, le Bureau français de Taipei, *de facto* l'ambassade de France à Taïwan même si Paris ne reconnaît pas officiellement l'État taïwanais, a publié un communiqué : « *La position de la France sur Taïwan est constante. [...] La France et ses partenaires soulignent l'importance de la paix et de la stabilité dans le détroit de Taïwan et appellent au règlement pacifique des questions concernant les deux rives du détroit.* » Ces lignes infirment donc les propos d'Emmanuel Macron. Pas sûr pour autant qu'elles soient en mesure de réparer les dégâts.

D'autant que le président français, en visite aux Pays-Bas, a clamé ce mercredi 12 avril qu'il assumait « *pleinement* » ses propos. Être « *allié* » des États-Unis ne veut pas pour autant dire être « *vassal* », a-t-il maintenu. « *C'est pas parce qu'on est allié, qu'on fait des choses ensemble [...] qu'on n'a plus le droit de penser tout seul* », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse à Amsterdam à l'issue d'un entretien avec le Premier ministre néerlandais Mark Rutte. Avant de conclure en répondant aux critiques des républicains américains : « *Et qu'on va suivre les gens qui sont les plus durs dans un pays qui est allié avec nous.* »

**Pierre-Antoine Donnet**

---

---

## **P.-S.**

- Asialyst. Publié 12 Avril 2023. Mis à jour 12 Avril 2023 :

<https://asialyst.com/fr/2023/04/12/malgre-indignation-emmanuel-macron-pieds-joints-piege-chinois-chine/>

- Ancien journaliste à l'AFP, Pierre-Antoine Donnet est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages consacrés à la Chine, au Japon, au Tibet, à l'Inde et aux grands défis asiatiques. En 2020, cet ancien correspondant à Pékin a publié « Le leadership mondial en question, L'affrontement entre la Chine et les États-Unis » aux Éditions de l'Aube. Il est aussi l'auteur de « Tibet mort ou vif », paru chez Gallimard en 1990 et réédité en 2019 dans une version mise à jour et augmentée. Son dernier ouvrage, « Chine, le grand prédateur », est paru en 2021 aux Éditions de l'Aube.

Soutenez-nous !

Asialyst est conçu par une équipe composée à 100 % de bénévoles et grâce à un réseau de contributeurs en Asie ou ailleurs, journalistes, experts, universitaires, consultants ou anciens diplomates... Notre seul but : partager la connaissance de l'Asie au plus large public.

[Faire un don](#)